
« C'est la mort des pêcheurs artisanaux »

Date de parution	19 novembre 2012
Dans	Semana.com
Auteur(s)	Non précisé
Source directe	http://www.semana.com/nacion/esta-muerte-pescadores-artesanales/188365-3.aspx
Thème(s)	Droit international, économie locale, Nicaragua
Traduction par	Marie-Thérèse SOTTAS (Bénévole)

VERDICT - Dans le différend qui oppose le Nicaragua et la Colombie, les plus affectés sont les pêcheurs, industriels et artisanaux, qui voient s'échapper de leurs filets une des zones les plus riches de la mer caraïbe en ressources naturelles.



Juan Carlos Sierra

La pêche et les exportations de langouste constituent le secteur le plus affecté par la décision de la Cour Internationale de Justice de La Haye, qui a octroyé au Nicaragua une importante étendue maritime. Alan Manjarrès, président de la Chambre de Commerce de San Andrés, dit que cette décision affectera lourdement l'économie de la région car les familles de pêcheurs autochtones comme les entreprises de pêche verront leur production fortement diminuée.

Pour Manjarrès la zone maritime qui entoure les îlots rocheux, spécialement les deux du nord (Quituesueño et Serrana) est la plus riche en produits de la mer, elle pourvoit le commerce artisanal aussi bien qu'industriel. Rien que l'année dernière, les exportations de langouste ont apporté à la région trois millions de dollars, sur les 3,3 millions du total des exportations.

Cet organisme estime, en s'appuyant sur les calculs du Département de la Prospérité et des Nations Unies, que près de 700 familles de San Andrés et Providencia sont affectées par la portion de mer qui a été arrachée à la Colombie ce lundi.

Les pêcheurs artisanaux de l'archipel ont reçu avec inquiétude la décision de la Cour. Rosana Torres, représentante de la coopérative « Fishing and Farming », qui regroupe en coopérative près de 200 pêcheurs de Providencia, a affirmé que la décision de La Haye était désastreuse pour les habitants de cette zone.

Au cours d'une conversation avec *Semana.com*, Torres, a signalé qu'avec cette décision, la Colombie s'est concentrée sur « une portion de terre improductive, qui ne sert que pour maintenir des soldats qui garantissent la souveraineté, alors que pour les pêcheurs la terre n'a aucun intérêt sans l'eau ».

Comme le dit Torres, l'îlot rocheux de Quitasueño est la zone qui concentre la plus forte activité de pêche pour les habitants de Providencia. D'après ses calculs, au moins 500 pêcheurs professionnels se rendent sur ses bancs de poissons. Il est aussi important de souligner que beaucoup d'habitants de ces îlots ont recours à la mer pour se nourrir quand ils traversent des problèmes économiques ou n'ont pas d'emploi.

Désormais, les pêcheurs devront aller jusqu'à l'îlot Roncador, beaucoup plus petit que Quitasueño et Serrana, ce qui les inquiète beaucoup car la surexploitation des ressources est un problème dont les habitants des îlots sont conscients et sur lequel ils ont travaillé depuis des années.

« Nous allons tous aller prélever sur cet îlot. Quand va-t-on refaire les bancs de poissons ? Nous allons en tirer le plus possible, ce sera un désastre écologique », a signalé Torres tout en prévenant que « le Nicaragua va exploiter le pétrole, ce à quoi nous nous étions toujours opposés ».

Le prélèvement des ressources dans cette zone a été contrôlé par les organismes environnementaux et les pêcheurs eux-mêmes, qui se sont régulés pour éviter la disparition des espèces. « Finalement on a pris soin du produit pour les nicaraguayens » dit Torres, qui regrette que ni le gouvernement colombien ni la Cour Internationale n'aient tenu compte « du ressenti et du savoir faire de la communauté de l'archipel ».

D'après les chiffres de la coopérative « Fishing and Farming », un pêcheur peut faire, en moyenne, entre 800 000 et un million de pesos par campagne de pêche, avec un maximum de deux campagnes par mois. Il n'existe pas d'autre source de revenus pour les centaines de familles qui voient leur moyen de subsistance sérieusement menacé par la décision de La Haye.

Pour le moment, les patrons pêcheurs de Providencia se dirigent vers San Andrés à la recherche de réponses de la part des autorités colombiennes qui leur permettent de comprendre comment ils vont exercer leur activité si, comme dit Torres : « nous n'allons pas pouvoir aller à Serrana ni à Quitasueño qui de toutes façons ne nous intéressent pas en tant que terre, ce qui nous intéresse, nous, c'est l'eau et on vient de nous l'enlever ».